

Suggestions du grand groupe des travailleurs et des syndicats par rapport à l'avant-projet du document final pour le Sommet des Nations Unies pour l'adoption du programme de développement pour l'après-2015¹

Intro Chapitre Déclaration

Préambule

Nous nous interrogeons sur la tentative de regroupement des 17 objectifs en neuf titres dans le préambule. Nous sommes surtout préoccupés par le fait que le résumé ne fait aucunement référence au travail décent qui a vraisemblablement été remplacé par *styles de vie pérennes pour tous (sustainable lifestyles for all)*. Nous suggérons donc d'inclure *travail décent* dans ce titre qui pourrait se lire comme suit : *Encourager une croissance économique universelle, le travail décent, une prospérité partagée et des styles de vie pérennes pour tous (Foster inclusive economic growth, Decent Work, shared prosperity and sustainable lifestyles for all)*

Nous pensons également que le deuxième titre devrait se lire comme suit :

Garantir Assurer des services d'éducation et de santé, et des services essentiels (*Secure Ensure education, health and essential services*).

Introduction (paragraphe 1 à 9)

Nous cherchons à faire référence aux *droits humains, à la justice sociale* et au *travail décent* dans le paragraphe 3.

Le niveau d'ambition doit correspondre à celui des objectifs de développement durable (ODD). Nous désirons supprimer la condition reprise au paragraphe 2, **S'ils sont réalisés (if these are realized)**, et remplacer **désirons (wish)** par **engageons à ce (commit)** que les objectifs et les cibles soient réalisés (paragraphe 4).

Engagement envers des principes partagés (*Our commitment to shared principles*) (paragraphe 10 et 11)

Pas de commentaires. Il faut soutenir les références, y compris aux responsabilités communes mais différenciées.

Notre monde aujourd'hui (*Our world today*) (paragraphe 12 à 14)

Au paragraphe 12, il nous semble logique d'inclure une référence aux *menaces pour la démocratie et pour les droits humains et du travail fondamentaux, au sous-emploi* (c'est-à-dire aux travailleurs pauvres), et à *l'espace de plus en plus restreint pour la société civile (threats to democracy and fundamental human and labour rights, underemployment and shrinking space for civil society)*.

Perspective pour le programme (*Our vision*)(paragraphe 15)

Si l'ambition de ce paragraphe est louable, nous aimerions qu'il inclue une référence au *travail décent* et à des *systèmes de protection sociale (Decent Work et Social Protection Systems)*.

Nous suggérons aussi de supprimer *abordable* devant *eau potable (affordable drinking water)* et de remplacer *éducation de base (basic education)* par *éducation primaire et secondaire gratuite, équitable et de qualité (free, equitable and quality primary and secondary education)*.

¹ NDT : La version française n'étant pas disponible au moment de la traduction du présent texte, les références au texte original en anglais ont été laissées.

Le nouveau programme (*The New Agenda*) (paragraphe 16 à 29)

Paragraphe 17

Il pourrait être intéressant d'y énoncer explicitement les libertés fondamentales : ***liberté syndicale et de négociation collective, liberté de parole, de la presse, de religion*** (*freedom of association and collective bargaining, of speech, of the press, of religion*).

Paragraphe 18

Nous suggérons d'ajouter ***éducation de qualité*** (*quality education*) et ***travail décent*** (*decent work*) à la place d'emploi.

Paragraphe 22

Nous proposons de le reformuler comme suit :

Nous nous engageons à fournir une éducation de qualité à tous les niveaux – petite enfance, primaire, secondaire et tertiaire. Nous réaffirmons notre engagement en faveur de l'éducation primaire et secondaire gratuite. Toutes les personnes, indépendamment de leur genre, race ou origine ethnique, de leur milieu socio-économique, y compris les personnes ayant un handicap, les populations autochtones, les enfants et les jeunes vivant dans des situations vulnérables, devraient avoir accès aux apprentissages grâce à une éducation de qualité qui les aide à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour résoudre des problèmes locaux et mondiaux en vue de contribuer au développement durable et démocratique et pour participer entièrement à la société. Tous les étudiants ont le droit de recevoir un enseignement de la part d'un enseignant qualifié et correctement soutenu, et d'apprendre dans des écoles sûres, saines et bien dotées. (We commit to providing quality education at all levels – early childhood, primary, secondary, tertiary. We reaffirm our commitment to free primary and secondary education. All people irrespective of gender, race or ethnicity, socio-economic background, including persons with disabilities, indigenous peoples, children and youth in vulnerable situations, should have access to learning through quality education that helps them acquire the knowledge and skills needed to solve problems locally and globally, contribute to sustainable and democratic development and participate fully in society. Every student has the right to be taught by a qualified and well-supported teacher, and to learn in safe, healthy and well-resourced schools.)

Paragraphe 24

L'objectif est le travail décent pour toutes et tous. Nous proposons donc de reformuler le paragraphe comme suit : [...] ***encourageant le travail décent pour tous et pour les jeunes en particulier*** (...*promoting decent work for all and young people in particular*). Inclure des références au ***dialogue social*** et à la ***protection sociale, y compris des socles de protection sociale***, en s'appuyant sur ce qu'énonce l'OIT :

« le plein-emploi productif et un travail décent pour tous » s'appuie sur les quatre piliers : normes et droits au travail, création d'emplois et développement des entreprises, protection sociale (y compris des socles de protection sociale) et dialogue social.

Paragraphe 26

Remplacer *emploi* par ***travail décent*** (*decent work*)

Paragraphe 28

Nous suggérons une mention explicite des ***libertés fondamentales*** (*fundamental freedoms*) qui ne sont pas reprises dans les cibles des ODD.

Application (*Implementation*) (paragraphe 30 à 37)

Paragraphe 30

Commentaires généraux :

- Il accorde une valeur excessive au secteur privé pour la génération des ressources nécessaires pour parvenir à la réalisation des ODD.
- Nous aimerions suggérer une nouvelle phrase sur le rôle de l'État dès le début du paragraphe.
- Le chapitre manque d'une référence à la mobilisation des ressources au niveau national et à l'imposition progressive.

Paragraphe 34

Le soutien se concentre sur la cohérence politique et la coordination en matière de commerce, mais il faudrait préciser que c'est en faveur du *développement durable (for sustainable development)*.

Paragraphe 37

Au niveau de la liste des parties prenantes, il faudrait inclure une référence aux *grands groupes (major groups)* et en particulier aux *syndicats (trade unions/labour)*.

Paragraphe 39

Il faut ajouter une référence aux *indicateurs fondés sur les droits de l'homme (human rights-based indicators)*.

Chapitre 1 : Objectifs et cibles de développement durable (Sustainable Development Goals and targets)

Nos précédentes réflexions sur les objectifs et cibles de développement durable restent d'actualité, même si nous soutenons le principe du maintien de l'intégrité du Groupe de travail ouvert.

Chapitre 2 : Moyens de mise en œuvre (Means of Implementation and the Global Partnership)

Bien qu'il soit difficile de se prononcer sur les moyens de mise en œuvre à ce stade du processus, nous désirons émettre les commentaires suivants à propos des paragraphes d'introduction :

Nous soutenons fortement l'inclusion du *dialogue social (social dialogue)* (en tant que pilier du programme pour le travail décent) comme moyen de mise en œuvre transversal des objectifs 1, 3, 4, 5, 8 et 10.

Le paragraphe 5 fait allusion à quelque chose de plus spécifique en lien avec l'*imposition progressive (progressive taxation)* et sur la façon dont les efforts en vue d'accroître les recettes fiscales devraient revêtir un caractère davantage progressif.

Le paragraphe 7 fait référence à tous les acteurs chargés d'appliquer un programme si vaste. Nous aimerions qu'il mentionne les grands groupes et surtout les *syndicats (trade unions)*.

Chapitre 3 : Suivi et révision (Follow up and Review)

Principes (paragraphes 1 à 3)

Le fait qu'il soit explicitement suggéré que le suivi et la révision se fassent sur une *base volontaire (voluntary)* soulève des inquiétudes. Nous souhaitons que les engagements soient contraignants. Il faudrait exiger des rapports sur les progrès effectués.

Nous aimerions aussi qu'à tous les niveaux, le processus d'établissement des rapports se fasse *de façon ouverte et participative, en réunissant toutes les parties prenantes (open inclusive manner bringing together all stakeholders)*.

Nous apprécierions l'inclusion des mécanismes de contrôle du programme existants, ce qui pourrait en fin de compte créer de l'espace pour des instruments de responsabilisation qui sont par nature plus solides que ce qui est proposé dans le cadre de l'après-2015 – le mécanisme de contrôle de l'OIT est un bon exemple.

Niveau national (*National Level*) (paragraphe 4 et 5)

Il devrait être *exigé (required)* des États nationaux qu'ils conçoivent des stratégies pour suivre les ODD, plutôt que de les y encourager. De la même façon, les rapports périodiques devraient être obligatoires.

Le paragraphe 5 devrait faire allusion aux *organisations syndicales (labour)*.

Niveau régional (*Regional Level*) (paragraphe 6 et 7)

L'apprentissage mutuel grâce à la révision par les paires et les autres méthodes similaires sont utiles, mais les organisations régionales sont probablement mieux placées pour mener une évaluation ambitieuse des ODD. Des mécanismes régionaux, plutôt que mondiaux, devraient donc être chargés de mener plus souvent des révisions des progrès accomplis et devraient être dotés en ressources pour accomplir cette tâche. Les organisations régionales devraient être mieux équipées pour mener des évaluations plus complètes et plus fréquentes qu'au niveau mondial.

Niveau mondial (*Global Level*) (paragraphe 8 à 16)

Nous désirons souligner les points positifs suivants :

- Intégration des mécanismes de suivi existants.
- Examens thématiques pour explorer différents éléments du programme (au paragraphe 10, nous proposons l'inclusion des *institutions spécialisées des Nations Unies comme l'OIT [UN specialised agencies i.e. ILO]*).
- Les grands groupes et les parties prenantes concernées doivent contribuer au rapport mondial sur le développement durable. Des indicateurs de travail serviront de pièce maîtresse, mais il faut qu'ils reflètent l'ambition des objectifs et des cibles de développement durable.
- Nous saluons les termes employés pour les grands groupes et les autres parties prenantes dans le cadre du Forum politique de haut niveau sur le développement durable.
- Nous apprécions qu'il soit proposé que le secrétaire général prépare des directives pour les rapports nationaux et les révisions, mais intégrera-t-il des idées externes ?

Nos inquiétudes persistent par rapport au :

- caractère volontaire des examens
- Forum politique de haut niveau sur le développement durable qui doit déjà examiner un programme compliqué ; y ajouter le financement du développement constituera une charge excessive.